

La Gazette

des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3865 - Lundi 19 Avril 2021 - Prix : 200 Fc

SOCIÉTÉ

Un début de ramadan difficile à Mohéli



Ambiance de ramadan difficile à Mohéli.

NOUVEAU CODE DE L'EAU :
Le mètre cube d'eau est fixé à 500 FC
sur l'ensemble du territoire

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Avril 2021

Lever du soleil:
06h 12mn
Coucher du soleil:
18h 02mn

Fajr : 05h 01mn
Dhouhr : 12h 12mn
Ansr : 15h 18mn
Maghrib: 18h 05mn
Incha: 19h 20mn



IMMIGRATION :

Idriss Mbechedzi raconte son calvaire en Libye

Alors qu'il voulait se rendre en France, Idriss Mbechedzi, jeune comorien de 26 ans, s'est retrouvé piégé en Libye depuis 2017. Il s'est confié à nos confrères de Hayba FM.

« J'irai en France avec un visa. Sans visa, non ». Sans doute traumatisé par les atrocités qu'il a subies ou auxquelles il a assisté, Idriss ne reprendra plus la route clandestine pour tenter de se rendre à l'« eldorado ». Sur les antennes de nos confrères de HaYba FM, celui qui est aujourd'hui âgé de 26 ans raconte son aventure qui l'a mené en Libye en passant par l'Égypte puis la Syrie.

Nous sommes en 2016 quand la grande-sœur expatriée de ce soudeur de formation lui a sifflé l'idée de partir en France. A plusieurs, ils pourront subvenir aux besoins de la famille. Les préparatifs n'ont pas tardé à commencer. Idriss est parti avec sa petite sœur à Dar-es-Salam où ils ont fait un mois avant de rejoindre l'Égypte puis le Soudan cinq jours plus tard. Dans le pays de Bachar Al-Assad déchiré par les conflits, les deux candidats ont

dû passer un mois. C'était un mois de ramadan qui correspondait, en 2017, au mois de juin (26 mai au 24 juin).

« Du Soudan, ils ont rallié la Libye. Le trajet a duré huit jours dans le désert. Un trajet difficile. Ils ont souffert du manque de nourriture, du soleil ardent. Ils étaient assis dans des camions qui n'étaient pas couverts, sans manger, frappés par le soleil du désert. Certains mourraient en chemin par la faim et la soif », rapporte HaYba dans sa page Facebook. Idriss Mbechedzi a été témoin de ces décès où on compte des Comoriens.

Lors de la traversée vers la Libye, il y avait un camion qui transportait des personnes de différentes nationalités. Un Comorien surnommé DJ Jean François et « une cinquantaine de Nigériens » n'ont pas survécu. « Les passeurs étaient obligés de transporter les cadavres jusqu'en Libye pour les enterrer », poursuit nos confrères. Quand on lui a annoncé qu'ils sont arrivés à destination, la Libye, Idriss a changé son fusil d'épaule. Il veut rentrer car il ne se sent pas prêt à poursuivre l'aventure, ce qu'il a annoncé à sa famille.

Mais sa grande-cœur basée en France ne l'entend pas de cette oreille.

Six mois sont écoulés dans ce pays déchiré par les guerres des clans depuis la chute de Kadhafi. Idriss et ses compagnons d'infortune sont jetés dans un cachot à Tripoli par des hommes armés qui les tortureront tout leur séjour durant. Quant à sa sœur, elle est envoyée dans un village du pays. « J'étais tombé gravement malade que même mes gencives s'étaient mises à saigner. J'ai vécu tous ces calvaires jusqu'au jour où j'ai eu mon laissez-passer pour revenir aux Comores », se souviens celui qui apprendra non sans surprise que c'est plutôt l'Union Européenne qui l'a sauvé et non son pays les Comores.

Avant de quitter la prison, un Malien a proposé à Idriss de lui trouver une voie pour la France. A bout de force, Idriss a refusé. Sa sœur en a saisi l'occasion et réussi à entrer en France. Aux Comores, Idriss a repris son activité de chauffeur de taxi. Il ne doit pas manquer d'histoire pour distraire ses passagers. « J'irai en France mais avec un visa. Sans visa, non », a-t-il conclu. Nos confrères



Idriss Mbechedzi à la recherche d'un eldorado.

n'ont pas précisé la date de retour de l'ex-candidat à l'immigration économique.

Andjouza Abouheir

CHRONIQUE RAMADAN 2021

Polémique autour des « tam-tams » devant la tombe du Mufti

Une vidéo partagée sur les réseaux sociaux fait polémique tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Des tam-tams au cimetière où est inhumé l'ancien Mufti Saïd Tohir Maoulana, sont filmés et diffusés sur Facebook. Certains internautes disent que cela est permis en Islam et d'autres condamnent cette pratique.

Dans l'après-midi du jeudi 15 avril dernier, certains fidèles et proches de Saïd Tohir, ancien Mufti s'étaient réunis autour de la tombe de ce dernier pour, disent-ils, prier et demander pour lui la clémence et la miséricorde divines. Les organisateurs de cette forme inédite de prière au rythme du tam-tam, a visiblement choqué certains esprits. Les images qui sont postées sur les réseaux sociaux dès le len-

demain ont suscité de vives critiques au sein des milieux religieux tant au pays qu'à l'extérieur. Certains Oulémas ne valident cet acte, le qualifiant d'innovant alors que le prophète, selon eux, interdit l'innovation dans les actes d'adoration de dieu.

« C'est strictement interdit d'ajouter ou de supprimer une recommandation dictée par le prophète », explique Saïfidine Mbaé doctorant en théorie islamique à l'université du Soudan. Et lui d'ajouter que le prophète nous a enseigné ce qu'il faut dire lorsque on s'approche des cimetières ou d'une tombe. Mais « il n'a jamais parlé ni utilisé un tam-tam », précise à son tour le prédicateur Saïd Mohamed Djibril. « L'utilisation des tam-tams est permis seulement dans les cérémonies de mariage. Comment peut-on exprimer

une réjouissance dans un cimetière ? » se demande-t-il.

Pour d'autres oulémas, il n'y a pas d'inconvénient au chant des tam-tams au cimetière. Parmi eux, le Dr Abdoulhakim Mohamed Chakir. Ce vice-Mufti (qui ne s'exprime pas au nom du Muftorat) ne trouve aucune interdiction par la religion. « Tant que je ne trouve pas une preuve (Dalilou) authentique, un verset ou une parole du prophète interdisant l'utilisation des tam-tams au cimetière, j'estime qu'il n'est pas illicite (haram) ni mouvais (Karah) », avance-t-il, lors de son Darsa (traduction du Coran) à la mosquée de M'beni.

Pendant deux jours, Dr Abdoulhakim a commenté à la fin de son Darsa sur cette fameuse vidéo. Il a toutefois conseillé aux enfants du défunts mufti de ne plus le

faire car, cela ne fait pas partie des traditions comoriennes. Donc c'est tout à fait normal qu'il y ait des interrogations. A noter que

parmi les organisateurs des tam-tams, se trouve le fils de l'ancien mufti qui continue à se défendre dans les réseaux sociaux, en affir-

mant que le mufti le faisait devant la tombe de ses ancêtres.

Ibnou M. Abdou

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :

Le Select 773 00 31

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 7673 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

UNION DES COMORES
Unité - Solidarité - Développement

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME,
CHARGE DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DES TRANSPORTS TERRESTRES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ROUTES ET TRANSPORT ROUTIER

PROJET DE RESTRUCTURATION
DES ROUTES A ANJOUAN UNION DES COMORES

- MUTSAMUDU-SIMA
- SIMA-BONGOUENI
- SIMA-BIMBINI

AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° : 01/2021/GUC/MATUAFTT/DGRTR/FSD
Lancé par la Direction Générale des Routes et Transport Routier

FINANCEMENT : FONDS SAOUDIEN DE DEVELOPPEMENT (FSD) PHASE II

OBJET : Restructuration des routes à Anjouan Union des Comores : Mutsamudu-Sima, Sima-Bongoueni et Sima-Bimbini

1. Tout candidat intéressé par le présent avis, pourra acheter le dossier d'Appel d'Offres, à la Direction Générale des Routes et Transport Routier, moyennant paiement d'un montant non remboursable de SEPT CENT CINQUANTE MILLE FRANCS COMORIENS (750 000 FCS), payable en espèces (contre reçu) ou par chèque certifié à l'ordre de la Direction Générale des Routes et Transport Routier (DGRTR).
2. Le délai d'exécution sera proposé par le soumissionnaire mais devra s'inclure dans le délai fourni par le planning du dossier d'appel d'offres fixé à 18 mois.
3. Les soumissions (un original et deux copies) devront être déposées ou parvenir par envoi recommandé avec accusé de réception, adressé à :

Monsieur le DIRECTEUR GENERAL DES ROUTES ET TRANSPORT ROUTIER
au plus tard le 31 mai 2021 avant 12 heure (heure locale).

Fait à Moroni, le 10 Avril 2021
Le Directeur Général des Routes
et Transport Routier,

SAÏD HOUSSEINI ABDOUBACAR

RESTRUCTURATION DES ROUTES A ANJOUAN (Mutsamudu-Sima, Sima-Bongoueni et Sima-Bimbini) - AVIS D'APPEL D'OFFRES |

SOCIÉTÉ

Un début de ramadan difficile à Mohéli

Le ramadan est accueilli ce mercredi à Mohéli par des pluies torrentielles qui ont rendu les déplacements quasi impossibles. La grève des chauffeurs et le manque de carburant viennent durcir davantage la vie qui s'annonçait pourtant clémente à quelques semaines du ramadan.

Dès le début du ramadan, les chauffeurs à Mohéli ont entamé une grève pour protester contre les assureurs qu'ils accusent de s'enrichir sur leurs dos. Les taxis qui ramènent les produits vivriers vers Fomboni ne viennent

plus. Conséquence, le marché de la capitale est vide ou presque. Viennent s'ajouter des fortes pluies qui se sont abattues sur toute l'île et qui ont endommagé les routes en plein assainissement de Fomboni. La pénurie des produits pétroliers vient couronner cette série des difficultés auxquelles la population doit faire face en ce mois de ramadan. Les poissons, fortement utilisés en ce mois sacré se font de plus en plus rares. Les produits carnés quant à eux, ont connu une légère hausse de prix. Le carton d'ailes de poulet s'achète désormais à 12.000 fc au lieu de 11.000 fc. « C'est de la bonne

qualité », dira le vendeur.

Pour palier à ces pénuries de produits alimentaires en ce début du mois de ramadan, le projet AMIE avait, le jeudi, organisé dans ses locaux une foire où on devait en principe trouver tout et en quantité suffisante. Cependant vers midi déjà il n'y avait, presque plus rien. Il a fallu attendre jusqu'à ce samedi pour que la situation commence à s'améliorer petit à petit. Les chauffeurs ont repris leur travail dès le matin de ce samedi, car un compromis a été trouvé entre eux et les autorités insulaires, ce qui désamorce un peu la crise. « Nous avons jus-

qu'au 6ème jour après le mois de ramadan pour payer les vignettes avec un assureur que nous nous sommes bien entretenu et en qui nous avons confiance », explique Boina Mmadi un taximan de la ligne Fomboni-Hoani. Les produits vivriers commencent à arriver au grand marché mais pas comme avant l'ouverture des lignes maritimes Hoani-Chindini et Fomboni-Dodin.

Le bateau transportant les produits pétroliers a accosté à Fomboni, le pétrole lampant et l'essence commencent dès ce samedi à être disponibles au compte-goutte.

Un ouf de soulagement pour les consommateurs. La vie dans la capitale mohélienne reprend, en tout cas, son cours normal petit à petit. Il convient de souligner en plus que les mosquées sont rouvertes et la première prière de vendredi a été tenue avec des conditions de distanciation physique impossibles à respecter. Des mosquées qui sont régulièrement bondées en période de ramadan, respecter la distanciation était un exercice plus que délicat.

Riwad

NOUVEAU CODE DE L'EAU :

Le mètre cube d'eau est fixé à 500 FC sur l'ensemble du territoire

Dans une conférence de presse, la direction générale de la société nationale de distribution d'eau (SONEDE) vient d'annoncer que le m³ d'eau se vendra à 500 FC à partir de Mai prochain. C'était l'occasion pour Soundi Goulam d'expliquer le nouveau code de l'eau.

Après maintes réflexions sur la politique d'accès à l'eau, le gouvernement, la SONEDE, la société civile et l'association des consommateurs ont jugé nécessaire de mettre en place un nouveau code de l'eau. Un texte qui règle la bonne gouvernance de l'eau, sa sécurisation et la mise en place d'une agence de police pour sécuriser les sources d'eau de la société pour ne citer que ceux-là. Le directeur général de la SONEDE s'est exprimé vendredi dernier et vient d'annoncer que la révision des tarifs de l'eau dont le m³ sera vendu à 500 FC, à partir du mois de Mai prochain. « C'est un prix qui défavorise la société mais il faut satisfaire la population comorienne qui est notre principal client. Et cette fois,



Direction de la SONEDE devant la presse.

le prix est le même sur l'ensemble du territoire national », déclare-t-il.

Selon lui, le nouveau code recommande une bonne gouvernance de l'eau. Ce qui suppose que la société doit bien gérer, préserver et sécuriser cette denrée précieuse. Pour cela, il faut réorganiser et res-

structurer la boîte afin d'améliorer ses performances. « Avant c'était 220 FC le mètre cube dans la capitale et aux environs. Ce qui fait que les citoyens ont payé beaucoup moins que les usagers périphériques. Mais avec le nouveau code, tout le monde va payer le même prix », précise-t-il,

avant d'ajouter que « le tarif sera appliqué à partir de Mai. Nous savons que cela défavorise la société en termes de finance mais on doit respecter le code, et satisfaire la population comorienne ».

Le patron de SONEDE a montré qu'avant, c'était les comités et les

villages qui géraient l'eau mais ce n'était pas facile. C'est pourquoi la société a repris la main aujourd'hui pour assurer la pérennité du projet. « Il y a des communes et des villages qui ont beaucoup investi sur ça. Mais le problème était la continuité du projet. Ils ont fait appel à la Sonede à l'exemple de Hambou, Bambao ya Mboini ainsi que d'autres régions. À présent c'est la Sonede qui gère l'ensemble du système d'adduction d'eau. Cela évite aussi les conflits inter-villageois vu l'importance de l'eau », explique-t-il. Cet ingénieur en hydraulique, laisse entendre que la réhabilitation de réseau d'approvisionnement en eau dans la capitale est en cours et rassure qu'il n'y aura plus de pénurie d'eau dans les jours qui viennent.

Nassuf Ben Amad

DIASPORA :

Un Comorien accusé de meurtre à Madagascar

Un Comorien d'une trentaine d'années est cité dans une affaire criminelle à Madagascar et est placé en détention provisoire à la prison d'Antanimora. Selon les premières informations, il serait impliqué dans le meurtre de sa petite amie. La famille du coupable présumé croit encore en son innocence et espère que la lumière sera faite dans cette affaire.

Installé à Madagascar où il enseigne et pratique la danse, Ainour Mohamed Djamilidine est accusé de meurtre et placé en détention à la maison d'arrêt d'Antanimora à Antananarivo.

L'information relayée par nos confrères de l'Express de Madagascar indique qu'il s'agit d'un crime passionnel et que les faits se sont produits au mois de février dernier. Le jeune comorien aurait été dénoncé par un des compagnons de la jeune fille assassinée « dans des circonstances insupportables ». « Ce dernier (le Comorien, Ndlr) a nié jusqu'au bout avoir pris part au crime. Il a également refusé de dénoncer deux autres comparses qui étaient cagoulés au moment de l'acte, selon les informations judiciaires. Le Comorien a été mis en prison en attendant le jour où il se présentera à la barre de la cour criminelle

du tribunal de première instance d'Antananarivo », rapporte le quotidien.

La famille d'Ainour, elle, se dit « surprise ». « Si on analyse bien les faits, on comprend que notre fils est accusé à tort », nous confie un proche contacté par téléphone. Ce dernier fait savoir que le mis en cause « est incapable de faire du mal à une mouche ». Notre interlocuteur estime que selon les premiers éléments, « on peut dire qu'entre le temps où l'acte se serait produit et l'agenda du jour d'Ainour, il est difficile de croire qu'il ait assisté à cet assassinat ». Un avocat a été engagé à Antananarivo par sa famille, laquelle ne peut

qu'espérer un dénouement heureux.

Ainour Mohamed Djamilidine est un danseur et chorégraphe comorien. A Moroni, il fut l'un des premiers à pratiquer la danse hip-hop avec le groupe Explosif Dancer. Il s'installe à la Grande Île où il s'adonne encore plus à la danse et crée le collectif Mob'Zah. Sa passion pour la danse le pousse à travailler dans le social en tant que professeur de danse. Contacté par nos soins, l'ambassadeur de l'Union des Comores à Madagascar n'avait pas donné suite à notre requête au moment où nous bouclions ces lignes.

A.O Yazid

La Gazette des Comores
Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
 Raanti Aboubakar (Stagiaire)
Chronique Sportive
 B.M. Gondet
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



UNION DES COMORES

Unité - Solidarité - Développement

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES INVESTISSEMENTS, ET DE L'ENERGIE CHARGE DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT,



Projet Comorsol

Financement : Association Internationale de Développement (IDA)

Financement : Don IDA No V2170-KM
N°2021/05 / COMORSOL / Sonelec

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'un consultant pour :

« L'identification et l'évaluation définitive des éléments d'actifs et de passifs constituant le patrimoine de la SONELEC et de la SONEDE, et la mise en place d'un système comptable adéquat de ces sociétés ».

Le Gouvernement de l'Union des Comores (GdC) a sollicité un financement de la Banque Mondiale, dans le cadre du projet ComorSol d'un montant de 40 millions de US\$, et dont les principaux objectifs sont (i) la mise en œuvre du Schéma Directeur de l'Energie de l'Union des Comores par une Maitrise d'Ouvrage Délégée (MOD), (ii) l'accompagnement du développement de la production photovoltaïque (PV) sur les 3 îles tout en garantissant la stabilité des systèmes électriques par l'installation de stockages d'énergie sous forme de batteries et la modernisation des réseaux de distribution, et (iii) la pérennisation des investissements via la mise en place d'un Plan de Protection des Revenus sur les 3 îles et d'un programme de renforcement des capacités techniques et institutionnelles. Le GdC souhaite utiliser une partie du budget pour effectuer les paiements au titre des contrats suivants : « recrutement d'un consultant pour l'identification et l'évaluation définitive des éléments d'actifs et de passifs constituant le patrimoine de la SONELEC et de la SONEDE, et la mise en place d'un système comptable adéquat de ces sociétés. »

1. Objectif de la mission

L'objectif général de la mission (i) la fusion comptable des sociétés SONELEC et EDA et la scission des deux sociétés SONELEC et SONEDE (ii) la mise en place d'un système comptable adéquat au niveau de SONELEC et SONEDE.

A. Objectifs spécifiques :

Plus spécifiquement, il s'agit des travaux ci-après répartis en 3 parties bien distinctes :

1ère partie :

- Clôturer les comptes de l'exercice de 2018 de la MaMwe et EDA.
- Evaluer les éléments du patrimoine liés ou rattachés à la société SONELEC et EDA ;
- transférer le patrimoine de la société Ma-Mwe aux deux sociétés (SONELEC et SONEDE),
- Transférer le patrimoine de la société EDA à la société SONELEC,
- Procéder à la liquidation de la société Ma-Mwe et de EDA ;

2ème partie :

- Etablir les bilans d'ouverture pour la SONELEC et la SONEDE

g. Etablir les états financiers des exercices 2019 et 2020 de la SONELEC et de la SONEDE (les données comptables de SONEDE sont saisies sur le logiciel comptable SAGE 100, les données EDA et SONELEC ANJOUAN sont sous fichiers Excel. Et les données MAMWE SONELEC MOHELI & GRAND COMORES sont sur le logiciel EBP).

3ème partie :

h. Assurer une formation aux agents des deux entités sur la tenue des comptes, la préparation et l'exécution du budget

i. élaborer un manuel de procédures administratives, financières, comptables et budgétaires de la SONELEC et SONEDE, et assurer la formation des parties prenantes sur le nouveau manuel

j. Produire un diagramme des flux de ces informations pour servir la mise en place du nouveau système d'information.

2. Profil du consultant

Le Consultant doit être un Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable, indépendant et faisant profession habituelle d'auditer les comptes, membre d'un ordre professionnel comptable affilié à l'IFAC, ayant une expérience confirmée en audit

financiers des comptes, des Sociétés, des projets de développement ect.....

En plus de sa spécialité en audit et expertise comptable, le consultant doit avoir une expérience en matière d'identification et d'évaluation des éléments d'actifs et de passifs d'une société Commerciale, notamment les volets de gestion administrative et comptable et d'audit, de la fusion comptable, de la scission des sociétés et la mise en place d'un système comptable de qualité.

3. Les consultants intéressés doivent disposer d'une expérience d'au moins cinq ans et fournir les (i) références concernant l'exécution de contrats analogues, (ii) expériences antérieures pertinentes dans les conditions semblables, (iii) disponibilité du personnel, ainsi que toutes autres informations complémentaires. Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le **Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement** (version juillet 2016 ; Révisée en 2017 et 2018). La méthode de sélection est la « Sélection Fondée sur la Qualité et sur le Coût (SFQC) ».

L'intéressement manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part du Client de le retenir. Le dossier de manifestation d'intérêt doit être rédigé en français.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le **26 Avril 2021 à 16 h 00 (heure locale)**.

Adressé à :

« Manifestation d'intérêt Réf N°2021/05 / COMORSOL / Sonelec

, Bureau de gestion de projet RCIP-4. Moroni Coulée, Logement N°ZE 27, BP: 6988-Moroni-Tél (269) 773 99 00, Adresse email : comoresol.procure@gmail.com

Lancé le 09 avril 2021



Expertise France, l'agence publique française de conception et de mise en œuvre de projets internationaux de coopération technique, recrute :



UN(E) COMPTABLE

Lieu d'affectation : Moroni—Union des Comores

MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Rattaché(e) au Responsable Administratif et Financier, le comptable prend en charge les dépenses des projets et du bureau Expertise France Comores dans le respect des procédures:

- * Tenir à jour la comptabilité courante (imputation, enregistrement, analyse des comptes, régularisation);
- * Saisir les bons à payer;
- * Assurer le suivi des factures fournisseurs et décaissements;
- * Gérer la tenue des comptes et la caisse (rapprochements bancaires, suivi et approvisionnements de la caisse, suivi des engagements de la dépense);
- * Classer, archiver et organiser la documentation comptable;
- * Veiller au respect des procédures Expertise France notamment les règles de sécurité financière
- * Appuyer les partenaires des projets récipiendaires de fonds dans leur bonne gestion et traçabilité en cas de subventions alloués par Expertise France, et à la demande;
- * Participer aux travaux de planification budgétaire semestriels et annuels;
- * Saisie des dépenses dans le suivi financier du projet;
- * Etablir un rapprochement mensuel des dépenses des projets dans le logiciel comptable et les suivis financiers;
- * Préparer le reporting mensuel à destination du siège à Paris;
- * Participer aux audits financiers à leur prépara-

tion.

PROFIL RECHERCHE

- * BAC +2 en gestion et comptabilité ;
 - * Forte capacité de travail, de rigueur et d'organisation ;
 - * Maîtrise des outils bureautiques et comptables (MS Office : Word, Excel, PowerPoint et de leur équivalents LibreOffice) ;
 - * Qualités relationnelles, de travail en équipe ;
 - * Adaptabilité et flexibilité.
- Expérience d'au moins 3 ans sur un poste similaire ;
- * Expérience souhaitée dans une coopération inter-nationale;
 - * Bonne expression écrite et orale en français et en Shikomori.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Durée de la mission : la durée du contrat sera de 1 an renouvelable.
Nature du contrat : Contrat de travail local via une société de portage salarial

Merci de transmettre votre candidature composée d'un CV détaillé, d'une lettre de motivation, de vos prétentions salariales et d'au moins 3 références avec le scan du diplôme le plus élevé, le plus tôt possible à l'adresse efcom21@fthmconsulting.com

Veuillez noter que la communication des références est obligatoire et vaut autorisation de les contacter.



Expertise France, l'agence publique française de conception et de mise en œuvre de projets internationaux de coopération technique, recrute :



ASSISTANT(E) ADMINISTRATIF (IVE)

Lieu d'affectation : Moroni—Union des Comores

MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Rattaché au responsable administratif et financier, l'assistant (e) administratif (ive) sera en charge de:

- * Assurer la gestion et le bon fonctionnement du bureau et des locaux ;
- * Assister les équipes projets dans la mise en œuvre de l'ensemble des activités du programme ;
- * Assister le personnel d'Expertise France basé à Moroni et Anjouan.
- * Assister le responsable administratif et financier dans les différentes tâches liées à la gestion administrative du projet.

TACHES PRINCIPALES:

- * Assister l'équipe projet dans son installation au sein du bureau local ;
- * Assurer l'accueil téléphonique et physique des visiteurs ;
- * Assurer les tâches administratives quotidiennes;
- * Classer, archiver et organiser la documentation produite et/ou utilisée ;
- * Sélectionner et diffuser l'information pertinente en interne et en externe ;
- * Suivre les dossiers et contrats fournisseurs ;
- * Organiser les déplacements en mission et événements dans le respect des politiques internes Expertise France ;
- * Acheter des fournitures et des consommables de bureau et gérer les frais liés au bureau ;
- * S'assurer du respect et de l'application des différents règlements et procédures en lien avec son secteur d'activités.

PROFIL RECHERCHE

- * Titulaire d'un BTS ou d'une licence en gestion

(comptable, financière,...) ou tout diplôme équivalent;

- * Au moins 2 ans d'expériences dans un poste similaire;
- * Une expérience en ONG ou dans une agence humanitaire/de coopération internationale sera un atout ;
- * Forte capacité de travail, de rigueur et d'organisation;
- * Maîtrise des outils bureautiques et comptables (MS Office : Word, Excel, PowerPoint et de leur équivalents LibreOffice) ;
- * Qualités relationnelles, de travail en équipe ;
- * Adaptabilité et flexibilité ;
- * Excellente expression écrite et orale en français et en Shikomori ;
- * Capacités d'interprétariat/traduction.

CONDITIONS DE TRAVAIL

- * Durée de la mission: la durée du contrat sera de 1 an renouvelable
- * Nature du contrat: Contrat de travail local via une société de portage salarial

Merci de transmettre votre candidature composée d'un CV détaillé, d'une lettre de motivation, de vos prétentions salariales et d'au moins 3 références avec le scan du diplôme le plus élevé, le plus tôt possible à l'adresse EFAADM21@fthmconsulting.com

Veuillez noter que la communication des références est obligatoire et vaut autorisation de les contacter.

CHAMPIONNAT INTER-SCOLAIRE PANAFRICAIN

Les prétendants de la communauté éducative de l'Archipel disponibles

L'idée de la mise en place d'une compétition de football scolaire et universitaire qui regroupera les prétendants des pays/îles de l'Océan indien frôle depuis belle lurette l'esprit de la Fcssu. Aujourd'hui, plus prétentieuse, la Caf envisage de relancer, à une grande échelle, la discipline, en créant un championnat scolaire panafricain. En 2015, la Fcssu a franchi une 1ère étape illustrative et encourageante. Un championnat national a pu avoir lieu. Pour l'heure, on a l'impression que la suite est renvoyée aux calendes grecques.

Le Sud-africain Dr Patrice Motsepe, patron de la Confédération Africaine de Football (Caf) n'a pas laissé le ballon au rebond. Certaines fédérations sont sensibilisées sur le lancement d'un projet pilote de compétition inter-scolaire. « Nous, membres de la Fédération Comorienne de Sport Scolaire et Universitaire (Fcssu) sommes déjà mobilisés par l'initiative. Elle rentre dans le cadre de nos ambi-

tions. Pour nous, ce projet est salutaire et constructif », explique Mohamadi Athoumani, secrétaire général de la Fcssu. Lors d'une visite de concertation et de travail, effectuée à Kinshasa, République Démocratique du Congo (Rdc), Motsepe et son secrétaire général, Véron Mosengo Omba ont assisté à une signature tripartite d'une convention à cet effet.

Les pionniers de cet ambitieux projet sont la secrétaire générale de la Fifa, Fatma Samoura, le ministre des Sports et des Loisirs de la Rdc, Marcel Amos Mbayo, et le président de la Fédération Congolaise de Football, Constant Omari. Fasciné, le Dr Patrice Motsepe, patron de la Caf relance alors la création d'un championnat de football scolaire panafricain. Aux Comores, la Fcssu explique sa situation : « Dans la perspective d'assurer un avenir solide et promoteur du football scolaire et universitaire, en 2015, une compétition de football à l'école a eu lieu. Ngazidja avait accueilli la phase nationale. Mais, faute d'accompagnement assuré et assidu, le planning n'a pas survécu.



Mohamadi Athoumani Mdefre.

Pourtant, on aurait pu, doucement mais sûrement, sensibiliser nos voisins de l'Océan indien ».

Face à ce projet relatif à une compétition inter-scolaire africaine, le président de la Caf a tenu un langage rassurant et motivant : «

Mon institution fera sa part. Elle prévoit d'étendre cette confrontation du milieu scolaire aux six zones jusqu'au stade d'une finale continentale, et d'en faire ainsi un championnat panafricain ».

Lors du 1er mandat de Saïd Ali

Saïd Athoumani à la tête de la Ffc, des politiques de séduction avaient été tentées de part et d'autre pour l'essor de la discipline au niveau de la communauté scolaire. Mohamadi explique : « Des discussions pour rapprocher la Fcssu et la Ffc, et procéder à la signature d'une convention avaient eu lieu. L'objectif, c'est redynamiser le football scolaire et universitaire, et assurer une suite salutaire et constructive au championnat à l'école ».

Dans la même suggestion que la Fcssu, le Sud-africain valorise : « Pour progresser en Afrique, nous devons créer des partenariats qui accéléreront la croissance et mettre en place des structures au niveau des jeunes, et nous concentrons, notamment sur les écoles ». L'observation du Dr Patrice st riche et enrichissante. En Afrique, le football est le sport roi. La discipline, âge et catégories confondus, peut et doit créer des opportunités sur le continent aux nombreux défis.

Bm Gondet



FEDERATION DE FOOTBALL DES COMORES

CAHIER DES CHARGES DE L'EQUIPEMENTIER DE LA FFC

B.P 2504, Route d'Itsandra Moroni tel : 763 26 66 Fax 773 85 26 Email : contact@fedcomfoot.com ffc@fedcomfoot.com

I- DESCRIPTION

La Fédération de Football des Comores lance un appel d'offre pour un équipementier sportif pour subvenir aux besoins de toutes les équipes nationales, des dirigeants de la FFC ainsi que le personnel, en vêtements sportifs, accessoires de sport, différents équipements et produits dérivés en utilisant le nom, le logo de l'équipementier et de la FFC.

Ce présent cahier des charges décrit les principaux points de discussions pouvant amener à la signature d'un contrat entre la FFC et l'équipementier.

II- Production des maillots, équipements et accessoires

L'Equipementier doit être capable de fournir à la FFC des produits de bonne qualité avec les spécificités qui seront demandées par la FFC.

II.1 Les maillots doivent comporter des numéros en grand format derrière et des petits numéros devant ainsi que des numérotations sur les shorts.

II.2 L'Equipementier doit pouvoir fournir à la FFC la quantité des produits, équipements et accessoires fabriqués, ceux destinés à titre gratuit aux équipes nationales, membres de la FFC et personnel de la FFC et ceux desti-

nés à la vente.

II.2 L'Equipementier doit préciser la quantité et le type d'équipement et autres produits qu'il est disposé à fournir pour chaque équipe nationale.

III- Distribution

L'Equipementier doit pouvoir donner des indications sur les possibilités de vente des maillots, équipements et accessoires, en France et aux Comores, soit par le biais de boutiques agréées par l'Equipementier et la FFC et gérées directement par l'Equipementier, soit la mise à la disposition de la FFC d'une boutique de la Fédération.

III.1 Quels seraient les avantages (royalties) accordés à la FFC en termes de pourcentage pour tous les produits et accessoires destinés à la vente. L'Equipementier doit pouvoir donner des options, soit par un paiement en royalties des produits vendus, soit par le paiement d'un montant annuel alloué à la FFC pour tous les produits destinés à la vente. L'Equipementier se charge de la distribution et de la vente.

III.2. Aux termes des accords qui seraient conclus entre les deux parties, l'Equipementier aura l'obligation d'équiper gratuitement toutes les équipes nationales masculines, féminines, séniors et autres en leur fournissant également les équipements

et accessoires nécessaires pour les différentes compétitions que la FFC entend participer notamment :

(WC, CAN, CHAN, COSAFA, Jeux des îles, Tournois olympiques etc ...).

Il va s'en dire que cette option concerne également les membres de la FFC et le personnel sur la base d'un quota convenu de commun accord.

IV- Equipes et catégories concernées 13 équipes

Les équipes concernées sont :

- A- Equipes nationales masculines
- Equipe nationale A
- Equipe nationale A'
- U23
- U20
- U17
- U15
- B- Equipes nationales féminines
- Equipe A
- U23
- U20
- U17
- U15
- C- Autres catégories
- Equipe de beach soccer
- Equipe de Futsal

V- Droits d'hospitalité et utilisation du logo, coûts supplémentaires

V.1 Quelles sont les options que peut offrir la FFC à l'équipementier pour les grands événements organisés par la FFC (matches à domicile, utilisations des espaces publicitaires, droit d'utilisation du nom et du logo de la FFC etc ...)

V.2 Quels seraient les produits dérivés et les coûts que la FFC doit supporter dans le cadre de cet accord en dehors des tenues et autres accessoires mises à la disposition des équipes nationales?

VI- Autres avantages

Quels sont les avantages optionnels que l'Equipementier peut offrir et quelles sont les conditions telles que :

- Formations
- Stages des équipes nationales et cadres de la FFC
- Facilités pour l'organisation de matchs amicaux
- Facilités de financement

Les offres, avec tous les détails de l'Equipementier (Nom, adresse, références) doivent parvenir à l'adresse de la fédération de football : ffc@fedcomfoot.com au plus tard le samedi 25 avril 2021 à 12.00.

Pour toute information, veuillez contacter cette adresse.



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

AAPPEL A MANIFESTATION D'INTERET- AVIS DE VACANCE DE POSTE N°:

Date de publication: 15 AVRIL 2021

Date limite de dépôt des candidatures: 29 AVRIL 2021

TITRE DU POSTE: Chauffeur des projets

TYPE DE CONTRAT : NPP.

Grade: SB2

UNITÉ ADMINISTRATIVE: FAO COMORES

LIEU D'AFFECTATION: Moroni-Comores

DUREE: 3 mois renouvelable

La FAO est favorable à la parité homme-femme et à la diversité géographique et linguistique de son personnel et des consultants internationaux afin de mieux servir ses membres dans toutes les régions.

Les femmes et les ressortissants de pays membres non représentés ou sous-représentés possédant les qualifications requises sont encouragés à présenter leur candidature.

Nous encourageons de même les personnes handicapées à postuler.

Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Cadre organisationnel : Appui au bureau dans le cadre des activités des projets aux Comores

Position hiérarchique : Sous la supervision directe de l'Assistant Représentant (Programme)

Domaine de spécialisation : Conduite de véhicules et mécanique automobile

Tâches et responsabilités :

- Véhiculer les fonctionnaires du bureau et leurs visiteurs officiels en voyages officiels ;
- Maintenir le journal de bord des voyages officiels, du kilométrage quotidien, de la consommation de carburant, des réparations;
- Assurer l'entretien quotidien du véhicule affecté, vérifie les niveaux d'eau et d'huile, la batterie, les pneus ;
- Effectuer les petites réparations et planifier les autres réparations nécessaires pour assurer la sécurité et le bon état technique du véhicule à tout instant, maintient le véhicule propre ;
- Se charger des formalités locales et organisationnelles en cas d'accident, s'assurer, dans cette hypothèse, que les règles, réglementations et procédures propres au pays sont correctement respectées ;
- Collecter et distribuer le courrier et d'autres documents/objets au départ ou à l'arrivée du bureau, se rend au bureau de poste, dans les agences gouvernementales, dans les autres agences des Nations Unies, les institutions, les sites de projets... pour collecter et remettre des objets et des documents, remplit les documents requis ;
- S'acquitter de toute autre tâche en rapport à la fonction qui pourrait lui être confié.

LES CANDIDATS SERONT ÉVALUÉS CONTRE CE QUI SUIT

- Certificat d'études primaires. Un brevet de fin d'études secondaires du premier cycle serait un atout
- Titulaire d'un permis de conduire B. Un permis complet de plus de 5 ans serait un atout
- Au moins deux (2) années d'expériences professionnelles en tant que chauffeur dans une grande entreprise ou dans un organisme international
- Maîtrise du Français et une connaissance de l'anglais. La maîtrise d'un ou plusieurs dialectes locaux est un atout certain
- Ressortissant des Comores.

Compétences générales de la FAO

- Être axé sur les résultats
- Avoir l'esprit d'équipe
- Savoir communiquer
- Établir des relations constructives
- Partager les connaissances et s'améliorer continuellement

Compétences techniques et fonctionnelles

- Parfaite maîtrise du véhicule tout terrain
- Bonne connaissance de base en mécanique automobile pour des entretiens et réparation mineures de véhicules est un atout
- Bonne capacité de travail en équipe aussi bien à l'interne qu'en externe.
- Bonne capacité de travail dans un environnement multiculturel et sous pression.
- Expérience réussie au niveau du système des Nations Unies dans un poste similaire serait un atout

Veillez noter que tous les candidats doivent adhérer aux valeurs de la FAO - Engagement envers l'Organisation, Respect de tous et Intégrité et transparence.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- La FAO ne charge pas de frais à tout moment du processus de recrutement (demande, entrevue, traitement).
- Les candidatures incomplètes ne seront pas prises en considération. Si vous avez besoin d'aide ou des questions, prière de contacter : FAO-MG@fao.org
- Les demandes reçues après la date limite de dépôt ne seront pas acceptées.

COMMENT PRÉSENTER SA CANDIDATURE

Pour postuler, envoyer le dossier de candidature comprenant une lettre de motivation, un curriculum vitae et les derniers certificats de travail, par courriel à l'adresse suivante : FAO-MG@fao.org. Mettre comme objet : « **FAO COMORES – Recrutement chauffeur des projets** »

Nous encourageons les candidats à soumettre leur candidature bien avant la date limite.

Seules les candidatures reçues par courriel seront prises en compte.

LA FAO EST UN ESPACE NON FUMEUR